

DU PLÉBISCITE À LA GUERRE (1) ...

L'Empire a senti la nécessité de se refaire une virginité plébiscitaire. Après un tournoi parlementaire où Emile Ollivier et Gambetta se sont jeté à la figure force arguments juridiques et même théologiques, le corps législatif a fixé au 8 mai le changement de linge qui doit donner à Badinguet et à sa dynastie un aspect un peu moins répugnant que celui qu'il présente depuis le Coup d'Etat.

Les réunions publiques sont naturellement saisies de la question.

Les républicains et la plus grande partie des socialistes sont partisans du vote négatif. Un petit nombre de socialistes fait une active campagne en faveur de l'abstention.

«*Que veut, en somme, l'empire, par le plébiscite?*» disent les abstentionnistes. Obtenir une consécration nouvelle de son pouvoir, afin que son origine criminelle ne puisse plus lui être reprochée. Supposons qu'on obtienne, par impossible, une majorité de non. Croyez-vous, par hasard, que Bonaparte et les siens plieront bagage et se retireront tranquillement? C'est faire injure au bon sens que de soulever seulement cette hypothèse. Si, au contraire, et le fait est certain, il obtient une majorité de oui, ceux qui participeront au scutin, tout en votant non, n'en donneront que plus de relief à la majorité et de sérieux à la comédie préparée.

L'abstention, au contraire, c'est la réserve, pour l'avenir, du droit de la souveraineté du peuple usurpée cette fois avec le consentement parlementaire - consentement qui, en somme, ne fait que sanctionner le crime de lèse-nation commis il y a dix-huit ans. S'abstenir, c'est déclarer à Badinguet qu'il est et restera malgré tout le violateur d'un serment librement prêté, l'assassin de la République qu'il avait juré librement de défendre et de respecter, et que, pas plus qu'il y a vingt ans, on ne lui reconnaît le droit de poser au pays la question de savoir si celui-ci entend ou non livrer les générations à venir en pâture à des intérêts dynastiques.

Quoi qu'il en soit, abstentionnistes ou partisans du vote, tous les socialistes qui prennent la parole dans les réunions publiques sont d'accord pour mettre à nu les abominables turpitudes des bonapartistes, et nul de ces derniers n'ose venir protester. Pas un n'a l'audace de défendre l'empire contre les accusations dont il est l'objet.

Aux Folies-Bergère, en plein faubourg Montmartre, devant deux mille personnes, un orateur a pu dire, aux applaudissements unanimes des bourgeois composant l'assemblée, qu'après avoir durant dix-huit ans, vécu sur la France comme un véritable pou, l'empire venait nous demander si nous voulions changer de vermine.

Et partout, les attaques de ce genre sont frénétiquement applaudies sous la surveillance des commissaires de police impuissants à s'y opposer, tant il y a unanimité.

Mais il faut quand même s'attendre à voir se vérifier cette affirmation, émise par Proudhon, que jamais le suffrage universel ne se prononcera pour la Révolution, chaque fois que la question lui sera posée. C'est bien pourquoi les bonapartistes ont risqué la partie. C'est du chiffre de la majorité seulement qu'ils s'inquiètent, et comme il leur importe que cette majorité ne soit pas inférieure à celle obtenue après le Coup d'Etat, il s'agit d'exercer une pression, indirecte cette fois, sur la population des campagnes, pour atteindre ce résultat.

(1) Titre de l'extrait choisit par *Anti.mythes*.

Grâce à des lettres plus ou moins imprudentes écrites de Londres par Flourens à quelques amis suspects, le pouvoir argue d'un prétendu complot contre la vie de Badinguet pour arriver à ses fins. Il procède avec grand fracas à l'arrestation de quelques républicains à Paris; la province prend peur et se voit rejetée déjà dans de nouvelles tourmentes. Le 8 mai donne sept millions et demi de *oui* à l'Empire contre quinze cent mille *non*. Le tour est joué.

Les républicains comprennent alors qu'ils eussent mieux fait de s'abstenir Mais c'est un peu tard.

16 Juillet 1870.

«*Voter oui, c'est assurer la paix*» avait-on dit sur tous les tons aux paysans. La crainte de la guerre et d'une révolution ont fait le succès du plébiscite.

Mais ce succès ne suffisait pas aux bonapartistes qui sentent, malgré tout, le gouvernement ébranlé.

Une guerre amenant quelques nouvelles victoires lui finit indispensable pour relustrer sa gloire et lui permettre de se débarrasser en même temps de tous ceux avec qui, sans cela, il lui faudrait forcément compter bientôt.

Le prétexte est tout trouvé. Un principicule d'Allemagne vient d'être appelé au trône d'Espagne. Cela suffit, et, hier, la guerre a été officiellement déclarée.

Des bandes enrôlées par la police parcourent les boulevards tentant de chauffer l'enthousiasme en hurlant la *Marseillaise*, coupée de cris: - *A Berlin! à Berlin!* Mais ça «*ne mord pas*», comme je l'entends dire par un policier à ses hommes, au milieu d'une foule de curieux qui ne s'associent nullement aux hurlements patriotiques dont on nous assourdit.

J'arrive au café de la Porte-Montmartre que nous appelons le «*Bras-Cassé*» quelques minutes après la dispersion brutale d'une colonne d'internationalistes, manifestant en faveur de la paix.

La «*terrasse*» du café est garnie de consommateurs fort animés. J'aperçois Massol et son domestique Caubet; le bijoutier Tirard, Amable Lemaitre, le metteur en pages du *Temps*. Ce dernier est debout près de la porte, obstruant le passage; il discute vivement avec un monsieur décoré, ressemblant fort à un policier et qui hurle à Lemaitre: «*Je vous dis, moi, qu'il n'y a qu'à foutre dedans les gens qui crient «vive la paix!»*».

Ces paroles me fixent sur le personnage.

Lemaitre m'interpelle: «*Et toi, qu'en dis-tu?»*».

- *Je pense que tu perds ton temps à discuter avec monsieur;* - et je m'apprête à entrer dans le café où j'aperçois mon ami Dereux à qui j'ai donné rendez-vous.

- *Pourquoi ne discuterait-on pas avec moi, monsieur?* me crie l'homme décoré.

- *Mais parce que à cette heure on n'agite pas de pareilles questions avec le premier venu* - et je continue mon chemin vers Dereux.

- *De nouveau je vous demande pourquoi vous ne discuteriez pas avec moi?*

- *Je viens de vous le dire.*

A peine ai-je terminé que l'homme se recule d'un pas et m'allonge un coup de pied dans le bas-ventre, comme font habituellement les souteneurs.

Heureusement, j'ai fait instinctivement un mouvement qui m'empêche de recevoir le coup ; en même

temps je rends un vigoureux coup de canne si bien ajusté que l'ami de la guerre tombe aussitôt à terre, le plastron de sa chemise teint du plus beau rouge: je lui ai fendu le front.

Je me sens aussitôt saisi à bras-le-corps par deux individus à mine d'argousins, et nous voilà roulant les uns sur les autres. Dans la lutte, ma canne se casse, mais j'en tiens encore un bout et je tape dur avec. Mes deux hommes disparaissent, après que Dereux m'a aidé à me débarrasser d'eux, sans que personne pas même Lemaitre, ait tenté de me secourir. Tous ont fui comme une volée de moineaux.

Le garçon de café, qui me connaît, arrive sur moi l'air furieux, criant après la casse; mais il me dit tout bas en m'entraînant vers la cuisine: «*Filez vite, le commissaire Briant arrive avec ses hommes pour vous pincer*». Et je sors assez à temps par la rue Montmartre pour voir en effet une nuée d'agents tourner en toute hâte le coin du boulevard. Ce sont sans doute les amis du décoré qui sont allés les chercher.

Dereux a hélé un fiacre qui passait - je saute dedans et me voilà hors d'atteinte.

J'en suis quitte pour quelques égratignures au visage que m'ont faites mes deux agresseurs.

En attendant, voilà qu'un ami de la paix a fait couler le premier sang que la guerre va répandre à flots.

Je viens de lire dans le Gaulois de ce matin le récit de mon aventure d'hier soir.

Seulement, pour les besoins de la cause, les faits y sont quelque peu travestis.

Ce journal, en effet, sous cette rubrique: «*Serait-ce déjà un prussien?*» - raconte que leur ami A... de C..., se trouvant au café de la Porte-Montmartre, en train de corriger tranquillement les épreuves de sa magnifique brochure *Les Français sur le Rhin*, qui va paraître prochainement, a été tout à coup assailli par un individu qui, s'étant approché de lui surnoisement, lui a lâchement assené un formidable coup de bâton sur la tête. Profitant alors du trouble causé par ce lâche attentat, l'auteur s'est enfui, sans qu'on pût savoir son nom.

Mon ami Dereux ayant remis ma carte quelques instants après à ma victime dont la blessure est heureusement fort légère, ce dernier détail achève de m'édifier sur l'exactitude des informations du Gaulois - ou sur sa bonne foi.

Gustave LEFRANÇAIS.
